

*Débat spécial*

[Français]

J'insiste sur un point: Bien que nous soyons d'accord sur notre participation à cette importante mesure d'urgence, nous ne devons pas perdre de vue qu'il est important de trouver une solution à long terme.

Si rien n'est fait pour s'attaquer aux problèmes de base, et si on ne recherche pas de solution à long terme, le problème reviendra dès que les troupes partiront.

La solution à long terme repose sur la reconstruction de structures politiques locales. Cette solution repose aussi sur l'implication des gens de la place et des leaders de clans dans des projets de développement pour reconstruire les infrastructures et la confiance.

Lorsque le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a recommandé l'envoi d'une force de maintien de la paix en Somalie, il a dit, et je cite: «En parallèle, on doit agir pour promouvoir la réconciliation nationale, et ainsi éliminer les principales causes de l'intervention humanitaire.»

[Traduction]

Le gouvernement du Canada n'a donné aucun signe réel de son intention d'assurer une stabilité à long terme. En fait, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré aujourd'hui, quand je lui ai posé la question à la Chambre, que l'on ne considérera le plan à long terme qu'une fois le plan à court terme terminé. Il me semble que nous ne placerions sûrement pas de jeunes hommes et de jeunes femmes dans une situation aussi dangereuse sans intervenir d'une façon ou d'une autre, au niveau diplomatique et avec les autres pays, pour chercher une solution durable et nécessaire.

Le Canada s'écarte manifestement de sa politique, à de nombreux égards. Le rôle de gardien de la paix que nous jouons depuis longtemps est, de toute évidence, en train de changer. Il semble qu'au lieu de maintenir la paix, comme nous l'avons toujours fait, nous allons l'instaurer.

Nous appuyons sans réserve les motifs humanitaires qui sont à l'origine de cette réorientation de notre politique. Nous devons à tout prix nous porter à la défense de nos frères et soeurs du monde entier. Je demande instamment au gouvernement de présenter des propositions qui nous permettront de trouver une solution à long terme, et d'arrêter de dire que ça peut attendre. Ces propositions devraient être examinées au Parlement et être recommandées aux Nations Unies. Le gouvernement devrait chercher activement des solutions réelles qui amèneront la paix et la stabilité à long terme en

Somalie et qui serviront de modèle pour les crises qui, dans l'avenir, pourraient secouer d'autres parties du monde.

Je voudrais faire quelques observations en ce qui concerne le rôle des Nations Unies. Encore une fois, nous voyons que c'est surtout la puissante armée américaine qui joue un rôle de premier plan dans cette initiative. Je dois féliciter le secrétaire général des Nations Unies d'avoir mis en place une structure de responsabilité importante. J'estime cependant qu'il n'est fondamentalement pas sain qu'un pays qui, soit dit en passant, se trouve être l'un des plus importants débiteurs des Nations Unies, joue un rôle prépondérant dans une telle opération.

Le 30 novembre, le secrétaire général des Nations Unies a écrit au Conseil de sécurité pour lui faire savoir que, s'il fallait recourir à la force, mieux valait que ce soit sous le commandement et le contrôle des Nations Unies; que, si cela n'était pas possible, l'opération devrait être menée par les États membres, avec l'autorisation du Conseil de sécurité. Or, vendredi dernier, le chef des forces a déclaré que l'opération allait être menée par les Américains.

La leçon de la guerre du Golfe et la leçon que nous apprenons maintenant, c'est que le gouvernement mondial doit travailler à mettre sur pied une structure de commandement à l'ONU, peut-être en ressuscitant le comité d'état-major militaire. Il est impératif de mettre en oeuvre une telle structure, pour que les interventions dans de futurs conflits n'aient pas à être sous le commandement et le contrôle des Américains.

Je tiens à insister sur le fait qu'il est essentiel que l'on communique à la Chambre les renseignements concernant le rôle de nos troupes, la durée prévue de leur engagement ainsi que, comme je l'ai déjà mentionné, les plans à long terme. Pour le moment, aucun de ces détails n'a été fourni à la Chambre des communes ni surtout à la population canadienne.

Notre parti appuie l'ONU. Nous appuyons une Organisation des Nations Unies réformée, car nous pensons que c'est le principal espoir de l'humanité dans notre monde.

• (1930)

Le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, a fait, plus tôt cette année, des propositions importantes en vue de renforcer et de revitaliser l'ONU dans son programme pour la paix. L'opération de l'ONU en Somalie sera le premier test important de ces principes, et c'est pourquoi j'invite le gouvernement canadien et les autres pays à faire leur part pour que ces principes soient mis en oeuvre.